

CH_VB 83.456 vom 7. Oktober 1983

Bundesverwaltung, 1983-10-07, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_83.456

FR: CH_VB 83.456 du 7 octobre 1983

IT: CH_VB 83.456 del 7 ottobre 1983

Volltext

7. Oktober 1983 N 1529 Interpellation Dirren 1. De l'étendue des compétences nouvelles attribuées à l'Office fédéral de la protection civile en relation avec la protection des biens culturels; 2. A la structure et au cahier des charges du service de la protection des biens culturels, nouvellement intégré à l'OFPC; 3. A la composition du nouveau service et aux engagements de fonctionnaires nouveaux et aux transferts des anciens responsables de la protection des biens culturels; 4. Aux conséquences financières prévisibles, notamment aux dépenses supplémentaires pour la Confédération, éventuellement pour les cantons et les communes. Schriftliche Begründung - Développement par écrit L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport écrit du Conseil fédéral Le transfert du service de la protection des biens culturels de l'Office fédéral des affaires culturelles à l'Office fédéral de la protection civile interviendra comme prévu le 1er janvier 1984. Les modalités de ce transfert sont examinées par un groupe de travail réunissant des représentants des milieux intéressés. Nous répondons comme suit aux questions posées: Question 1 et 2. Le transfert ne modifiant pas les bases légales en vigueur, le service de la protection des biens culturels aura les mêmes compétences et le même cahier des charges à l'Office fédéral de la protection civile qu'à l'Office fédéral des affaires culturelles. Dès lors, l'Office fédéral de la protection civile va simplement reprendre les tâches assumées présentement par l'Office fédéral des affaires culturelles pour réaliser la protection des biens culturels. Quant à l'Office fédéral des affaires culturelles, il continuera d'être représenté dans le «comité suisse de la protection des biens culturels». Question 3. Le service de la protection des biens culturels dispose actuellement d'un chef et d'une secrétaire; le poste d'instructeur est vacant. Dès le 1er janvier 1984, ces trois places de travail seront attribuées à l'Office fédéral de la protection civile où elles seront affectées au service de la protection des biens culturels. Les deux fonctionnaires actuellement chargés des tâches de la protection des biens culturels vont demeurer au sein de l'Office fédéral des affaires culturelles, qui en a besoin pour d'autres tâches. En définitive, le transfert du service de la protection des biens culturels n'implique pas d'augmentation du nombre de postes de travail autorisés. Question 4. Il découle de ce qui précède que le transfert du service de la protection des biens culturels à l'Office fédéral de la protection civile n'entraînera pas de dépense supplémentaire pour la Confédération, ni pour les cantons et les communes. Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt. #ST# 83.456 Interpellation Dirren Unterhalts- und Reparaturwerkstätte auf dem Simplon Ateliers d'entretien et de réparation au Simplon Wortlaut der Interpellation vom 13. Juni 1983 Seit Jahren ist das Simplongebiet ein Vertragsschiessplatz des EMD und ist nun mehrheitlich für die Artillerie reserviert. Durch den Bau der modernen Gebirgsunterkunft auf dem Pass, die zur Verfügung stehenden Räumlichkeiten in Sim- plon-Dorf und die neue geplante Gebirgsunterkunft im sel- ben Raum ist mit einer vermehrten Präsenz des Militärs im Simplongebiet zu rechnen.

Alljährlich werden mehrmals ganze Abteilungen von Panzer- haubitzen aus dem Raum Brig in das Passgebiet verscho- ben. Nach den Übungen werden die schweren Waffen, Fahr- zeuge und Geräte wieder zurücktransportiert, um irgendwo im Schweizerland repariert oder gereinigt zu werden. Wäh- rend dieser Verschiebungen, die ohnehin Zeit und Geld kosten, ist der zivile Verkehr wesentlich beeinträchtigt. Der Bundesrat wird ersucht, die nachgenannten Problem- kreise zu prüfen und hierfür Bericht zu erstatten. Ist er bereit, 1. in diesem Raum Militärreparaturwerkstätten zu bauen und dadurch Arbeitsplätze zu schaffen? 2. die bei Truppen- und Schiessübungen benötigten Geschütze und Fahrzeuge direkt in diesem Raum zu statio- nieren und zu belassen? Texte de l'interpellation du 13 juin 1983 En vertu d'un contrat, la région du Simplon sert depuis des années au Département militaire fédéral de champ- de tir; elle est actuellement réservée en majeure partie à l'artillerie. La construction de cantonnements de montagne modernes près du col, les logements disponibles dans le village du Simplon et la réalisation du projet de construction de can- tonnements de montagne dans le même secteur auront pour effet d'y accroître la présence des troupes. Des unités entières d'obusiers blindés sont envoyées plu- sieurs fois par an de Brigue près du col. Lorsque les exer- cices sont terminés, les armes lourdes, les voitures et les autres instruments sont ramenés en plaine pour être réparés et nettoyés quelque part en Suisse. Ces transports, qui sont coûteux et prennent de toute façon du temps, perturbent fortement le trafic civil. Le Conseil fédéral est invité à examiner ces questions et à faire rapport à leur sujet. Est-il prêt: 1. A faire construire des ateliers de réparation militaires dans cette région, ce qui créerait aussi des emplois et 2. A prendre les dispositions nécessaires pour que les pièces d'artillerie et les véhicules servant aux troupes lors des exercices de tir puissent être stationnés dans la région en permanence? Schriftliche Begründung - Développement par écrit Der Interpellant verzichtet auf eine Begründung und wünscht schriftliche Beantwortung. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport écrit du Conseil fédéral 1. Schulen und Kurse, die ihren Instruktionsdienst im Sim- plongebiet leisten, betreiben in der Regel eigene feldmäs- sige Reparaturwerkstätten, die das Zeughaus Brig als Basis haben. Das zu reparierende Material ist im allgemeinen umfangmässig klein, aber sehr vielfältig, so dass eine Viel- zahl von Fachleuten erforderlich ist. Diese sind im Zeughaus

Interpellation Bratschi 1530 N 7 octobre 1983 Brig vorhanden. Eine weitere Werkstätte auf dem Simplon wäre unwirtschaftlich; sie könnte im Frieden und - ihrer geographischen Lage wegen - auch im Kriegseinsatz nicht genügend ausgelastet werden. Ihr Bau Hesse sich deshalb nicht rechtfertigen. 2. Die Armee verfügt über keine zusätzlichen Waffen und Fahrzeuge, die auf den einzelnen Schiessplätzen stationiert werden könnten. Das Material, das auf dem Simplon einge- setzt wird, gehört dem jeweiligen Truppenverband; es muss aus Gründen der Kriegsbereitschaft auch wieder auf dessen Korpssammelplatz zurückgeführt werden. Die damit verbun- denen Transporte sind dabei keineswegs nur ein Nachteil, weil die Truppe auch auf dem Gebiet des Materialtransports und der Verschiebungen ausgebildet werden muss. Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundes- rates nicht befriedigt. #ST# 83.476 Interpellation Bratschi Naherholungsgebiet Gantrisch und Gurnigel Zone de détente du Gantrisch et du Gurnigel Wortlaut der Interpellation vom 20. Juni 1983 Das Gebiet des Gantrisch und Gurnigels ist für die Berner im Sommer und Winter ein beliebtes, gut erreichbares Erho- lungsgebiet. Die Gantrisch-Gemeinschaft setzt sich seit 25 Jahren für die Erhaltung dieser Landschaft als Erholungs- raum ein. Im letzten Jahr wurden Pläne des Eidgenössi- schen Militärdepartementes bekannt, im Gantrischgebiet insgesamt 18 Schiesspodeste für Panzerhaubitzen zu erstel- len. Dies führte zu heftiger Kritik der

Gantrisch-Gemeinschaft Bern, die das EMD aufforderte, auf sein Vorhaben zu verzichten. Anschliessende Debatten im Berner Stadtrat und Grossrat führten zu keiner Klärung des effektiven Sachverhaltes. Der Bundesrat wird deshalb angefragt, welche Absichten die Bundesbehörden im Räume Gantrisch-Gurnigel haben. Soll der bisherige Naherholungsraum, der neben dem Tourismus, der Alpwirtschaft auch noch dem Militär als Schiessgelände diente, einer Zweckveränderung unterworfen werden? Kann der Bundesrat die verbindliche Erklärung abgeben, dass mit der Erstellung weiterer Schiesspodeste für Panzerhaubitzen und der Verwendung stärkerer Munition gegenüber heute keine Ausweitung der militärischen Inanspruchnahme des Gebietes erfolgt und die heutige Nutzung des Gantrisch und Gurnigels als Naherholungsgebiet voll und ganz erhalten bleibt? Texte de l'interpellation du 20 juin 1983 La région du Gantrisch et du Gurnigel est une zone de détente que les Bernois apprécient toute l'année et dans laquelle ils peuvent se rendre facilement. Depuis 25 ans, le groupement du Gantrisch (Gantrisch-Gemeinschaft) s'emploie à maintenir le site comme zone de détente. Mais l'année dernière, on a entendu parler de plans du Département militaire fédéral selon lesquels il est prévu d'installer dans la zone du Gantrisch, 18 plates-formes de tir pour des obusiers blindés. Cette information a soulevé, au sein du groupement du Gantrisch de Berne, de vives critiques, qui ont incité le DMF à renoncer à son projet. Les débats, qui suivirent au Conseil de ville et au Grand conseil de Berne n'ont pas apporté d'éclaircissements sur les faits réels. C'est pourquoi le Conseil fédéral est invité à répondre aux questions suivantes: Que comptent faire les autorités fédérales dans la région du Gantrisch/Gurnigel? Cette région qui servait jusqu'ici de lieu de détente pour les citoyens, visitée par les touristes, utilisée par l'économie alpestre et servant aussi de champ de tir aux militaires, doit-elle subir un changement dans sa raison d'être? Le Conseil fédéral peut-il déclarer formellement, que l'installation de nouvelles plates-formes de tir pour les obusiers blindés, et l'utilisation de munitions plus puissantes n'inciteront pas l'armée à s'appropriier peu à peu le territoire à des fins militaires et que le Gantrisch et le Gurnigel pourront donc continuer à servir de zone de détente? Schriftliche Begründung - Développement par écrit Die Gantrisch-Gemeinschaft Bern wurde 1958 zum Schütze der Voralpenlandschaft gegründet. Sie zählt heute mit 47 angeschlossenen Vereinen rund 40000 Mitglieder. Seit 25 Jahren versucht sie, die Interessen des Tourismus, der Alpwirtschaft und des Militärs in diesem Gebiet mit denen des Naturschutzes in Einklang zu bringen. Dies ist ihr bis heute weitgehend gelungen. Das Gantrisch-Gurnigel-Gebiet konnte den Bernern als Naherholungsgebiet weitgehend erhalten werden. Neue Pläne des EMD haben nun im vergangenen Jahr zu heftigen Reaktionen der Gantrisch-Gemeinschaft geführt. Es wurden Pläne bekannt, wonach das EMD beabsichtige, im «Laas», im «Tscharner» und in der Nähe der Stockhütte je sechs, insgesamt also 18 Schiesspodeste für Panzerhaubitzen zu erstellen. Zwölf dieser Schiesspodeste kämen auf bundeseigenem Gelände zu stehen. An verschiedenen Stellen müsste auch die Strasse verbreitert werden. Zudem würde mit stärkeren Geschossen als bisher in die bisherigen Zielräume geschossen. Diese Absichten des EMD veranlassten die Gantrisch-Gemeinschaft, eine Protesterklärung abzugeben. Darin wird die Befürchtung ausgesprochen, dass durch den Bau dieser Stellungen vorab die Biotope in dieser Gegend stark verändert werden, so dass die Tier- und Pflanzenwelt stark in Mitleidenschaft gezogen wird. Ferner befürchtet die Gantrisch-Gemeinschaft, dass mit der Erstellung dieser Podeste vermehrt in die Gebiete der Nünenen bis zur Mähren geschossen wird und dass es dadurch zu empfindlichen Erosionsschäden kommen kann. Diese Bauten befinden sich zum Teil in unmittelbarer Nähe von Wohngebieten, wodurch

eine unzumutbare Belastung der dortigen Bevölkerung entstehen könnte. Die Ganttrisch-Gemeinschaft protestierte deshalb an ihrer letztjährigen Hauptversammlung gegen diese Absicht des EMD und hat die zuständigen Militärbehörden gebeten, auf ihr Vorhaben zu verzichten. Emotionen vorgetragene parlamentarische Vorstösse und entsprechende Diskussionen im Berner Stadtrat und Grossen Rat trugen kaum zur Klärung und einer sachlichen Beurteilung bei. Es ist deshalb wünschbar, dass der Bundesrat hier zur Frage der Erstellung von 18 Schiesspodesten für Panzerhaubitzen Stellung nimmt. Im Hinblick auf das grosse Interesse weiter Bevölkerungsteile des Kantons Bern an der Erhaltung der Erholungslandschaft Ganttrisch-Gurnigel ist eine Absichtserklärung des Bundesrates erwünscht, die eine Ausweitung der militärischen Inanspruchnahme dieses Gebietes ausschliesst. Ein Verzicht auf die Schiesspodeste wäre dabei für die Ganttrisch-Gemeinschaft der sicherste Garant für die Beibehaltung der bisherigen Verhältnisse und damit die Erhaltung des Naherholungsgebietes Ganttrisch-Gurnigel. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport écrit du Conseil fédéral Seit eh und je leisten Artillerieformationen ihren Wiederholungskurs, verbunden mit Schiessübungen, auch in der Region Thun-Gürbetal-Gurnigel. Dabei wird es sich inskünftig mehr und mehr auch um Formationen der Panzerartillerie handeln. Der Einsatz dieser gepanzerten Waffen wird vermehrte Land- und Kulturschäden beim Stellungsbezug zur Folge haben. Aus diesem Grund wird gegenwärtig geprüft, ob die Schiessstellungen mit Kieskoffern befestigt werden sollen. Dabei wird auch darauf zu achten sein, dass die Stellungen so weit als möglich auf bundeseigene Standorte konzen-

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Interpellation Dirren Unterhalts- und Reparaturwerkstätte auf dem Simplon Interpellation Dirren Ateliers d'entretien et de réparation au Simplon In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1983 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 15 Séance Seduta Geschäftsnummer 83.456 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 07.10.1983 - 08:00 Date Data Seite 1529-1530 Page Pagina Ref. No 20 011 867 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.